



Les Comptes Nationaux de 2019

• <i>Environnement économique international</i>	1
• <i>Situation économique nationale</i>	2
• <i>Baisse de progression dans le primaire et le tertiaire</i>	2
• <i>Une demande toujours soutenue par la consommation privée</i>	3
• <i>Perspectives pour 2020</i>	5
• <i>Annexes</i>	6

En 2019, l'économie nationale évolue dans un environnement international morose, caractérisé par le ralentissement de la croissance mondiale, des incertitudes sur les échanges et la baisse des prix des produits exportés notamment le pétrole brut. Sur le plan national, la persistance de l'insécurité dans certaines localités de l'Extrême-Nord à cause de la secte terroriste Boko Haram, de la crise sociopolitique dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest et l'incendie de la SONARA intervenu en fin mai 2019 ont également impacté négativement les activités économiques. Le taux de croissance réel du PIB a ralenti pour s'établir à 3,7% en 2019 après 4,1% en 2018.

Du côté de l'offre, la croissance de 2019 se contracte du fait de la baisse du rythme de progression de l'activité dans les secteurs primaire et tertiaire. Cependant, le fait marquant est une reprise vigoureuse du secteur secondaire dont la contribution à la croissance est la plus élevée depuis 2016. Par branche d'activité, les activités de commerce, d'extraction de pétrole et gaz naturel, l'agriculture vivrière, les industries manufacturières (transformation du bois et coton/textile) et la construction ont tiré la croissance en 2019. Par contre, la sylviculture et exploitation forestière, les industries de boisson et la fabrication de produits métallurgiques de base ont impacté négativement la croissance économique.

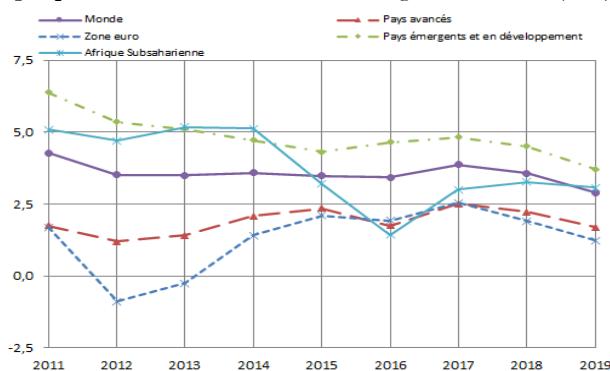
Du côté de la demande, la consommation finale des ménages, qui contribue à hauteur de 3,0 points à la croissance, suivie par la composante privée de l'investissement (1,7 point) ont porté la croissance en 2019. Le solde des échanges extérieurs de biens et services se dégrade davantage, et sa contribution au PIB est de -1,9 point en 2019 après -1,6 point en 2018.

Environnement économique international

...recul de la croissance mondiale

L'activité économique mondiale perd 0,7 point de croissance en 2019 pour se situer à 2,9%, après 3,6% en 2018 et 3,9% en 2017. Ce recul est principalement lié à la montée des tensions qui entourent les échanges commerciaux, les incertitudes liées au Brexit en Europe et la chute du prix du pétrole brut. Ces facteurs ont pesé négativement sur la croissance du commerce international et les décisions d'investissements. Le recul enregistré s'observe dans toutes grandes régions du monde quoiqu'à des degrés variés.

Graphique 1: Taux de croissance dans les régions du monde (en%)



Source : FMI, Perspectives de l'économie mondiale, avril 2019

Dans les économies avancées, la croissance s'établit à 1,7% en 2019 après 2,2% en 2018. Aux Etats-Unis, la croissance s'établit à 2,3% après 2,9%. Elle se situe à 0,3% après 0,8% au Japon. En zone euro, elle s'établit à 1,2% après 1,9% en 2018.

Le recul dans le groupe des pays émergents et en développement est de 0,8 point (3,7% après 4,5%). En Chine, la croissance est de 6,1% après 6,7% en 2019. En Russie, elle est de 1,3% après 2,5% en 2018. Au Brésil, elle est de 1,1% après 1,3% en 2018.

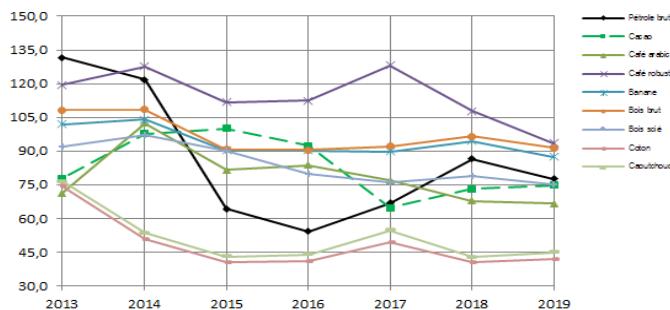
En Afrique subsaharienne, la croissance ralentie également, dans le contexte d'un environnement international moins favorable, recul moins marqué (-0,1 point). Elle se situe à 3,1% en 2019 après 3,2% en 2018.

Dans la zone CEMAC, la croissance est quasi stable : 1,8% en 2019 après 1,7% en 2018.

...baisse de prix des produits de base

En 2019, les prix des principaux produits de base exportés par le pays sont globalement en baisse : pétrole brut (-10,2% contre +29,4%) et matières premières agricoles (-2,1% contre +2,6%). Néanmoins, le cacao (+2,1% après 13,0%), le café arabica (+0,1% contre -9,9%) et le caoutchouc (+6,3% contre -22,4%) affichent des hausses en 2019.

Graphique 2: Indicedescours des matières premières exportées



Source : Banque Mondiale

Situation économique nationale

...ralentissement du rythme de la croissance

L'économie nationale perd 0,4 point de croissance en 2019, et s'établit à 3,7% après 4,1% en 2018. Ce ralentissement est le fait de la diminution du rythme de l'activité observée dans les secteurs du tertiaire (3,0% après 4,4%) et du primaire (2,8% après 5,1%) en 2019. En revanche, le secteur secondaire enregistre un regain de croissance : 4,9% après 3,1% en 2018. Cette embellie dans le secondaire s'explique principalement par la bonne tenue de la branche d'extraction d'hydrocarbures qui enregistre une hausse de 8,5% en 2019, après trois années consécutives de baisses dont -2,7% en 2018.

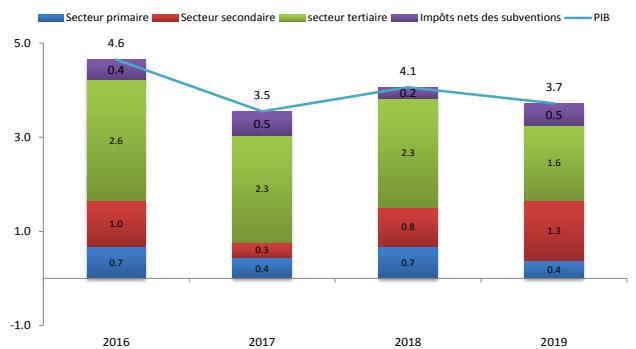
Hors pétrole, le ralentissement de l'activité est plus prononcé à 3,5% en 2019 après 4,4% en 2018.

- Baisse de progression dans le primaire et le tertiaire***

En 2019, la croissance de l'offre diminue sous l'effet conjugué du ralentissement dans les secteurs du tertiaire et du primaire. Les contributions de ces secteurs à la croissance du PIB baissent, passant de 2,3 points en 2018 à 1,6 point de croissance pour le tertiaire, et de 0,7 point à 0,4 point pour le primaire. Ce ralentissement a été amorti par le secteur secondaire qui enregistre un regain de croissance en 2019, et dont la contribution à la croissance est de 1,3 point après 0,8 point en 2018.

L'inflation mondiale est restée soutenue à 3,4% en 2019 après 3,6% en 2018, reflétant le faible dynamisme de l'offre mondiale. En zone CEMAC, l'inflation est de 1,7% après 2,1% en 2018. Au Cameroun, l'inflation s'établit à 2,5% en 2019 après une évolution de 1,1% en 2018.

Graphique 3: Contribution des secteurs d'activité à la croissance du PIB réel (en points de croissance)



...ralentissement de l'activité dans le secteur primaire

Le taux de croissance dans le secteur primaire s'établit à 2,8% en 2019 après 5,1% en 2018. Cette évolution résulte principalement du ralentissement de l'activité de la branche agriculture vivrière (3,3% en 2019 après 5,1% en 2018) et de la baisse des activités de la sylviculture et exploitation forestière (-2,7% en 2019 contre 7,3% en 2018).

La croissance modérée des activités agricoles est imputable au dynamisme observé dans la sous branche de l'agriculture industrielle et d'exportation qui s'améliore de 0,7 point de pourcentage, en liaison avec la mise à niveau des équipements de production par la SODECOTON et la réduction des pertes post-récolte de coton, et de l'entrée en production de nouvelles unités de transformation de fèves de cacao. La bonne tenue des activités dans la branche de la pêche et pisciculture (4,8% en 2019 après 3,1% en 2018) résulte de la mise en place des programmes en faveur du développement de l'aquaculture durable (projet de promotion de l'Entrepreneuriat Aquacole Jeune) et de la modernisation de la pêche artisanale maritime.

Par ailleurs, la contreperformance de la branche sylviculture et exploitation forestière (-0,1 point) est attribuable à la baisse de la demande extérieure en bois grume, notamment à destination des pays de l'union européenne.

... regain de croissance dans le secteur secondaire

En 2019, le secteur secondaire gagne 1,8 point de pourcentage par rapport à l'année précédente. L'activité économique du secteur croît de 4,9% après 3,1% en 2018. Cette évolution engendre une contribution de 1,3 point à la croissance nationale en 2019, soit 0,5 point de plus par rapport à 2018.

Ce regain de croissance s'explique principalement par la bonne tenue de la branche d'extraction d'hydrocarbures qui augmente de 8,5% en 2019 contre -2,7% en 2018. Cette activité contribue de 0,4 point à la croissance du PIB en 2019 contre -0,1 point en 2018. La croissance de la production de gaz naturel demeure forte de 37,1% en 2019 après 272,2% en 2018. La production de pétrole brut renoue avec une croissance positive de 3,4% en 2019, après des années de baisses consécutives depuis 2016 dont -9,4% en 2018.

La branche des bâtiments et travaux publics (BTP) continue de soutenir la croissance de ce secteur, mais commence à présenter des signes d'essoufflement, en lien avec la fin des grands projets de première génération et l'achèvement des infrastructures et équipements liés à la tenue du CHAN et de la CAN. La branche contribue de 0,3 point à la croissance du PIB mais l'on note un ralentissement dans son rythme de progression à 4,7% en 2019 après 7,6% en 2018.

Les activités des autres industries manufacturières (5,4% après 3,3% en 2018), principalement l'industrie de la transformation du bois et l'industrie de textile et confection, contribuent également positivement (0,4 point) à la croissance du secteur. Cependant, cette embellie a été amoindrie par l'arrêt des activités de la SONARA suite à l'incendie et la sous-performance des industries métallurgiques.

Malgré le ralentissement observé, les industries agro-alimentaires (2,5% après 4,0%) contribuent également positivement à cette croissance. Il s'agit principalement de l'industrie de la viande et du poisson qui croît de 7,4% après 4,5% et de l'industrie des oléagineux et aliments pour

animaux en hausse de 6,3% après 9,1%. En revanche, les industries de boissons enregistrent une baisse de 4,9% après 7,9% et contribuent négativement à la croissance (-0,1 point).

... ralentissement de la progression du secteur tertiaire

Le secteur tertiaire progresse de 3,0% en 2019, après 4,4% l'année précédente. La perte de rythme est observée dans pratiquement toutes les branches, mais elle est plus marquante dans les branches de l'hébergement et restauration (1,8% après 4,3%), l'administration publique et sécurité sociale (1,7% après 3,5%), la santé et action sociale (2,7% après 5,3%) et les banques et organismes financiers (6,2% après 10,2%) qui reste toutefois l'activité ayant enregistré la plus forte croissance dans le secteur. En particulier, la diversification du marché du Mobile Money avec la montée très significative de l'activité des nouveaux entrants a renforcé le dynamisme du secteur financier.

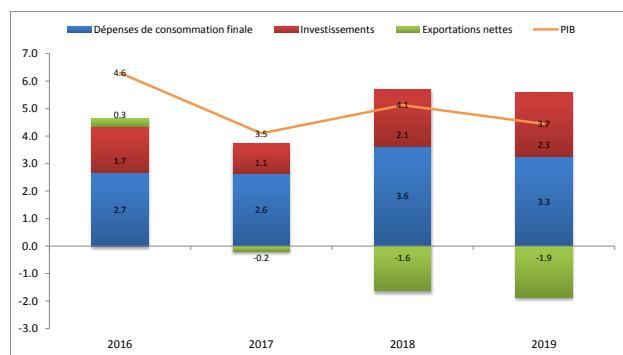
La perte de vitesse est de moindre ampleur pour les branches de commerce et réparation des véhicules (4,2% après 5,1%) et transports, entrepôts et communications (3,5% après 4,0%).

La branche de l'information et télécommunication (3,9% après -2,1%) retrouve un rythme positif après la mauvaise passe enregistrée au cours de l'année 2018. Cette situation peut s'expliquer par la diversification des offres promotionnelles sur de nouveaux produits et services innovants aux consommateurs, en particulier l'augmentation significative du volume d'internet.

• Une demande toujours soutenue par la consommation privée

La demande reste soutenue par la consommation finale avec une contribution de 3,3 points à la croissance nationale en 2019, après 3,6 points en 2018. Les évolutions en volume laissent observer une hausse de 4,1% des dépenses de consommation finale en 2019, soit un repli de 0,5 point de pourcentage par rapport à l'année précédente. Cette décélération est tributaire des contre-performances enregistrées à la fois dans ses composantes privées et publiques.

Graphique 4: Contribution des emplois du PIB à la croissance réelle (en points de croissance)



...légère décélération de la consommation privée

L'évolution des dépenses de consommation privée est de 4,5% en 2019 alors qu'elle était de 4,7% un an plus tôt. Cette décélération engendre un repli de la contribution (3,0 points en 2019 contre 3,1 points en 2018) à la croissance nationale de 0,1 point. Le ralentissement du volume de la consommation privée pourrait être mis en rapport avec l'inflation (2,5%) qui a atteint un niveau relativement élevé par rapport à la moyenne annuelle sur les 05 dernières années, sous l'effet de la flambée des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées, des services d'hébergement et restaurants et d'articles d'habillement et chaussures.

... fléchissement de la consommation publique

Les dépenses de consommation finale publique croissent de 1,8% en 2019 après 3,9% en 2018. Ce fléchissement entraîne un repli de la contribution à la croissance nationale de 0,3 point. La dynamique ainsi observée pourrait traduire un effort de rationalisation de la dépense publique dans un contexte de réduction du train de vie de l'Etat.

...accélération des investissements

Les dépenses d'investissement progressent, passant de 7,8% en 2018 à 8,5% en 2019. Leur contribution à la croissance est de 2,3 points, en augmentation de 0,2 point par rapport à 2018.

La composante privée de l'investissement ralentit (7,4% après 9,6%), tandis que les dépenses d'investissement public rebondissent : 11,4% en 2019 contre -3,1% en 2018. Cette évolution s'explique d'une part, par l'augmentation des dépenses d'investissement privé en matériels et

appareils électriques, en matériels de transport et en meubles et d'autre part, par l'accroissement des dépenses en capital de l'Etat en vue de l'achèvement des grands projets d'infrastructure, en particulier celles liées aux prochaines compétitions internationales de football.

...housse des exportations

Après la baisse de 1,6% observée en 2017 sur les exportations en volume de biens et services, la tendance haussière amorcée en 2018 se consolide en 2019 avec une hausse de 5,0%. Leur contribution à la croissance est évaluée à 1,0 point en 2019, soit un gain de 0,5 point par rapport à 2018.

Les exportations de biens constituent la composante la plus importante (76%) et la plus dynamique. Les produits qui contribuent positivement à cette évolution sont : les huiles brutes de pétrole ; le gaz naturel liquéfié (GNL) ; les bois sciés et le coton brut.

La part des exportations dans le PIB se situe à 20,2% en 2019 contre 19,3% en 2018.

La hausse des prix des exportations amorcée en 2017 se poursuit. Ils augmentent globalement de 6,0% en 2019 après une hausse de 7,4% en 2018. Cette hausse des prix des biens exportés est liée à la remontée des cours du cacao en fèves, des produits transformés du cacao (pâte et beurre de cacao), du gaz naturel liquéfié et de l'aluminium brut.

... accélération des importations

En 2019, les importations en volume de biens et services augmentent de 10,6% après une hausse de 8,1% enregistrée en 2018. Cette tendance est imputable à la hausse des importations de biens d'environ 13%, principale composante de cet agrégat. Les importations des services quant à elles enregistrent une hausse de 4,4% après 4,7% un an plus tôt.

La part des importations dans le PIB augmente d'un point de pourcentage par rapport à 2018 et se chiffre à 24,7% dont 17,7% pour les importations de biens.

Les produits qui contribuent significativement à cette évolution sont : (i) les produits du raffinage, de la cokéfaction et des industries nucléaires, dont les carburants et lubrifiants. les importations de ce produit se sont amplifiées dans le but d'approvisionner le marché local et combler ainsi

le déficit de production causé par l'incendie de la SONARA survenu le 31 mai 2019 ; (ii) les matériels de transport; et (iii) les produits de l'industrie agro-alimentaire (12,5%), en particulier le riz, le blé et méteil.

Globalement, les importations contribuent négativement à la croissance du PIB de 2,8 points de pourcentage.

Les prix des importations restent relativement stables après la hausse de 2,5% enregistrée en 2018. Par contre, ceux des importations de biens baissent de 1,3%, principalement imputable aux hydrocarbures, aux machines et appareils électriques, aux matières plastiques, aux produits chimiques et pharmaceutiques.

Encadré : Forte hausse des importations de produits alimentaires, en particulier le riz.

La facture des importations des produits alimentaires continue de s'alourdir. C'est ainsi qu'en 2019, elle représente 20,9% des dépenses totales d'importations et se chiffre à 807,5 milliards de FCFA, en hausse de 14,9% par rapport à l'année 2018 ; principalement tirée par les achats du riz.

S'agissant du riz, les quantités importées sont passées de 561 112 tonnes en 2018 à 894 486 tonnes pour l'année 2019, soit une hausse de 59,4%. En valeur, la facture des importations du riz s'élève à 231,8 milliards de FCFA, en augmentation de 60,9% par rapport à l'année 2018.

Par ailleurs, la production nationale est estimée à 217 280 tonnes, et la demande nationale (consommation finale des ménages et variations des stocks) à 757 000 tonnes. Sous l'hypothèse que les comportements de consommation des ménages camerounais n'ont pas significativement changé entre 2018 et 2019, il vient que la forte hausse des importations de riz engendre un gap entre l'offre et la demande d'environ 332 300 tonnes. Cet écart s'expliquerait par les réexportations informelles vers les pays voisins et elles se chiffraient à environ 87 milliards de FCFA en 2019. Le dispositif permanent des échanges transfrontaliers actuellement en cours à l'Institut National de la Statistique permettrait de mettre en lumière ce phénomène de réexportation le cas échéant.

Equilibre entre l'offre et la demande de riz sur le marché national

	2018		2019	
	Q	V	Q	V
Production nationale	215,3	54,7	217,3	53,3
Importations	561,1	144,1	894,5	231,8
Impôts et marges de distribution		32,7		56,9
Offre totale	776,4	231,5	1111,8	342,1
Consommation finale + Variation des stocks	744,8	223,4	757,0	249,8
Exportations	26,4	7,2	22,4	5,3
Gap (Offre-Demande)	5,2	0,9	332,3	86,9
Demande totale	776,4	231,5	1111,8	342,1

Sources : INS, MINADER, DGD/MINFI

Q : quantités en milliers de tonnes ; V : valeurs en milliards de FCFA

Perspectives pour 2020

Selon le FMI, la croissance mondiale devrait se contracter de 4,9 % en 2020, en raison des effets néfastes de la pandémie de Covid-19 qui a fragilisé l'activité économique mondiale. Plus accentuée dans les pays avancés (-8,0%), cette récession économique sera moins forte dans les pays émergents et en développement (-3,0%), notamment dans les pays d'Afrique subsaharienne où elle serait de l'ordre de -3,2%.

Cette situation de restriction à l'échelle mondiale devrait fortement impacter l'économie camerounaise, déjà confrontée aux tensions sécuritaires dans certaines régions du pays. En effet, la baisse de la demande intérieure, les difficultés d'approvisionnement, d'écoulement des produits et de financement extérieur contribueront à ralentir les activités des entreprises et des ménages. Néanmoins les mesures prises par le Gouvernement dès le début de la crise en mars 2020 devraient contribuer à amortir les effets liés à la pandémie, avec des perspectives de contraction de la croissance nationale pour 2020.

**Tableau 1 : PIB courant, optique production (en milliards de FCFA)**

Libellé	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1. Production	28207,1	29313,6	30283,6	30908,4	32610,5	34342,2
2. Consommation intermédiaire	12105,4	12485,5	12489,5	12245,9	12873,1	13306,5
3. Valeur Ajoutée (1-2)	16101,7	16828,1	17794,1	18662,6	19737,3	21035,7
4. Impôts sur les produits	1174,6	1457,2	1550,7	1665,8	1755,2	1819,1
PIB (3+4)	17276,3	18285,4	19344,8	20328,4	21492,5	22854,8

Tableau 2 : PIB constant 2005, optique production (en milliards de FCFA)

Libellé	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1. Production	22408,8	23423,9	24320,6	24618,9	25405,2	26249,6
2. Consommation intermédiaire	9686,2	10011,6	10299,9	10138,4	10325,7	10640,1
3. Valeur Ajoutée (1-2)	12722,6	13412,3	14020,7	14480,5	15079,5	15609,5
4. Impôts sur les produits	928,8	1010,6	1072,6	1148,5	1184,4	1259,5
PIB	13651,4	14422,9	15093,3	15629,0	16263,9	16869,0

Tableau 3 : PIB constant 2005, optique production (évolution des volumes en %)

Libellé	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1. Production	6,1	4,5	3,8	1,2	3,2	3,3
2. Consommation intermédiaire	7,4	3,4	2,9	-1,6	1,8	3,0
3. Valeur Ajoutée (1-2)	5,2	5,4	4,5	3,3	4,1	3,5
4. Impôts sur les produits	16,5	8,8	6,1	7,1	3,1	6,3
PIB	5,9	5,7	4,6	3,5	4,1	3,7

Tableau 4 : Ventilation du PIB par secteurs d'activités (en milliards de FCFA)

Libellé	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Secteur primaire	2457,8	2701,2	2813,3	2921,6	3099,9	3315,7
Agriculture	1720,7	1889,9	1985,5	2014,1	2136,7	2326,3
Elevage et chasse	243,9	261,1	272,8	290,0	321,2	319,6
Sylviculture et exploitation forestière	434,0	486,0	488,1	543,3	559,3	595,8
Pêche et pisciculture	59,3	64,2	67,0	74,2	82,7	74,0
Secteur secondaire	4688,8	4604,6	4731,7	5140,7	5541,1	5950,8
Industries extractives	1164,5	803,2	645,0	740,8	1025,0	1088,4
dont extraction d'hydrocarbures	1148,7	783,5	622,9	718,3	1000,0	1064,1
Industries Agro-alimentaires	1084,2	1175,2	1279,6	1318,3	1380,0	1452,0
Autres Industries manufacturières	1407,6	1506,0	1595,2	1756,2	1685,3	1793,9
Production et distribution d'électricité	133,4	135,9	148,9	154,7	158,2	149,2
Production et distribution d'eau et assainissement	105,5	117,5	115,8	123,6	120,2	122,5
BTP	793,6	866,8	947,1	1047,1	1172,3	1344,7
Secteur tertiaire	8955,2	9522,3	10249,1	10600,2	11096,3	11769,2
Commerce, réparation véhicules	2790,6	2891,8	2951,6	3112,6	3206,7	3362,3
Restaurants et hôtels	555,4	677,4	778,5	838,4	916,2	1123,1
Transports, entrepôts, communications	993,6	1094,1	1199,6	1222,8	1297,3	1373,8
Informations et télécommunications	322,3	331,1	374,4	365,3	334,8	342,7
Banques et organismes financiers	466,7	499,0	544,6	584,6	641,4	679,3
Administration publique, sécurité sociale	873,2	936,6	978,1	1024,2	1070,2	1127,3
Education	517,7	553,9	599,9	623,0	653,6	688,5
Santé et action sociale	367,0	365,0	376,5	389,4	407,6	418,4
Autres services	2068,7	2173,4	2445,9	2439,9	2568,6	2653,8
TOTAL DES VALEURS AJOUTEES	16101,7	16828,1	17794,1	18662,6	19737,3	21035,7
Impôts et taxes nets des Subventions	1174,6	1457,2	1550,7	1665,8	1755,2	1819,1
PIB	17276,3	18285,4	19344,8	20328,4	21492,5	22854,8

Tableau 5 : Ventilation du PIB par secteurs d'activités (évolutions des volumes en %)

Libellé	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Secteur primaire	6,2	5,3	5,0	3,2	5,1	2,8
Agriculture	4,7	6,3	6,0	2,2	4,8	3,5
Elevage et chasse	5,7	7,2	4,3	4,7	4,4	5,5
Sylviculture et exploitation forestière	13,8	0,2	1,2	6,3	7,3	-2,7
Pêche et pisciculture	3,0	3,1	5,0	4,5	3,1	4,8
Secteur secondaire	5,5	9,6	3,6	1,3	3,1	4,9
Industries extractives	14,3	24,8	-3,4	-16,1	-2,6	8,4
dont extraction d'hydrocarbures	14,4	24,8	-3,6	-16,4	-2,7	8,5
Industries Agro-alimentaires	1,9	1,9	5,7	7,5	4,0	2,5
Autres Industries manufacturières	0,4	4,0	4,4	5,6	3,3	5,4
Production et distribution d'électricité	12,6	8,9	3,3	5,9	1,2	0,3
Production et distribution d'eau et assainissement	4,0	10,0	-1,4	6,5	2,6	1,8
BTP	7,5	8,4	10,4	8,9	7,6	4,7
Secteur tertiaire	4,8	3,4	4,9	4,3	4,4	3,0
Commerce, réparation véhicules	6,4	3,5	5,6	4,5	5,1	4,2
Restaurants et hôtels	-2,1	2,2	6,6	5,3	4,3	1,8
Transports, entrepôts, communications	3,0	4,3	2,2	4,2	4,0	3,5
Informations et télécommunications	7,3	5,1	6,0	5,7	-2,3	3,9
Banques et organismes financiers	5,6	6,9	5,2	6,0	10,2	6,2
Administration publique, sécurité sociale	4,7	4,6	3,6	4,8	3,5	1,7
Education	6,4	4,3	6,0	4,2	3,5	3,6
Santé et action sociale	4,5	-2,9	0,8	3,5	5,3	2,7
Autres services	3,5	2,2	5,9	3,2	4,3	1,0
TOTAL DES VALEURS AJOUTEES	5,2	5,4	4,5	3,3	4,1	3,5
Impôts et taxes nets des Subventions	16,5	8,8	6,1	7,1	3,1	6,3
PIB	5,9	5,7	4,6	3,5	4,1	3,7

Tableau 6 : Contribution des secteurs d'activités à la croissance du PIB réel (en pourcentage)

Libellé	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Secteur primaire	0,8	0,7	0,7	0,4	0,7	0,4
Agriculture	0,4	0,6	0,6	0,2	0,5	0,3
Elevage et chasse	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Sylviculture et exploitation forestière	0,3	0,0	0,0	0,1	0,2	-0,1
Pêche et pisciculture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Secteur secondaire	1,5	2,5	1,0	0,3	0,8	1,3
Industries extractives	0,8	1,5	-0,2	-1,1	-0,1	0,4
dont extraction d'hydrocarbures	0,8	1,5	-0,3	-1,1	-0,1	0,4
Industries Agro-alimentaires	0,1	0,1	0,3	0,5	0,3	0,2
Autres Industries manufacturières	0,0	0,3	0,3	0,4	0,2	0,4
Production et distribution d'électricité	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Production et distribution d'eau et assainissement	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
BTP	0,4	0,4	0,5	0,5	0,4	0,3
Secteur tertiaire	2,6	1,8	2,6	2,3	2,3	1,6
Commerce, réparation véhicules	1,1	0,6	0,9	0,8	0,9	0,7
Restaurants et hôtels	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,0
Transports, entrepôts, communications	0,2	0,3	0,1	0,2	0,2	0,2
Informations et télécommunications	0,2	0,1	0,1	0,1	-0,1	0,1
Banques et organismes financiers	0,1	0,2	0,1	0,2	0,3	0,2
Administration publique, sécurité sociale	0,3	0,3	0,3	0,3	0,2	0,1
Education	0,2	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1
Santé et action sociale	0,1	-0,1	0,0	0,1	0,1	0,1
Autres services	0,4	0,3	0,7	0,4	0,5	0,1
TOTAL DES VALEURS AJOUTEES	4,9	5,1	4,2	3,0	3,8	3,3
Impôts et taxes nets des Subventions	1,0	0,6	0,4	0,5	0,2	0,5
PIB	5,9	5,7	4,6	3,5	4,1	3,7

Tableau 7 : Le PIB et ses emplois (en milliards de FCFA)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1. Dépense de Consommation Finale	14016,6	15168,4	15885,5	16484,7	17535,4	18705,3
dont privée	11916,9	12923,6	13540,0	14220,3	15148,3	16223,1
publique	2099,7	2244,9	2345,5	2264,4	2387,1	2482,2
2. FBCF	4101,3	4214,3	4370,5	4670,1	4896,4	5159,0
dont privée	3284,1	3400,3	3442,6	3773,8	4046,7	4236,5
publique	817,2	814,0	927,9	896,4	849,8	922,5
3. Variation des stocks	54,8	-119,1	3,0	-8,9	2,9	4,9
4. INVESTISSEMENT (2+3)	4156,1	4095,2	4373,5	4661,3	4899,3	5163,9
5. Exportations nettes	-896,4	-978,2	-914,2	-817,6	-942,2	-1014,4
6. Exportations	4308,4	4070,3	3721,8	3777,8	4151,0	4620,0
Exportations des biens	3252,9	3091,7	2708,7	2689,9	2917,7	3314,8
Exportations des services	1055,5	978,6	1013,1	1087,9	1233,3	1305,3
7. Importations	5204,8	5048,5	4636,0	4595,4	5093,2	5634,4
Importations des biens	3940,3	3822,2	3356,0	3242,2	3642,1	4046,2
Importations des services	1264,5	1226,3	1280,1	1353,3	1451,1	1588,2
PIB (1+4+5)	17276,3	18285,4	19344,8	20328,4	21492,5	22854,8

Tableau 8 : Le PIB et ses emplois (évolutions des volumes en %)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1. Dépense de Consommation Finale	5,1	5,2	3,3	3,3	4,6	4,1
dont privée	5,3	5,3	3,3	4,3	4,7	4,5
publique	4,3	4,7	3,2	-1,6	3,9	1,8
2. FBCF	13,0	2,5	4,8	4,0	7,2	8,1
dont privée	15,6	3,3	2,3	6,7	9,6	7,4
publique	3,6	-0,6	15,2	-6,0	-3,1	11,4
3. Variation des stocks	-37,7	-262,8	-96,3	-395,1	368,8	68,7
4. INVESTISSEMENT (2+3)	12,0	-0,3	6,5	4,2	7,8	8,5
5. Exportations nettes	19,1	-18,7	-4,8	3,2	28,7	26,5
6. Exportations	5,3	6,4	-0,6	-1,6	2,3	5,0
Exportations des biens	10,4	10,8	-4,4	-5,0	2,3	5,0
Exportations des services	-8,2	-7,5	13,6	9,2	2,4	4,9
7. Importations	8,6	-0,3	-1,5	-0,6	8,1	10,6
Importations des biens	10,9	1,1	-2,0	-3,8	9,3	12,6
Importations des services	1,7	-5,2	0,2	10,7	4,7	4,4
PIB (1+4+5)	5,9	5,7	4,6	3,5	4,1	3,7

Tableau 9 : Contribution des emplois à la croissance réelle du PIB (en pourcentage)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1. Dépense de Consommation Finale	4,2	4,2	2,7	2,6	3,6	3,3
dont privée	3,6	3,6	2,2	2,8	3,1	3,0
publique	0,6	0,6	0,4	-0,2	0,5	0,2
2. FBCF	3,3	0,7	1,2	1,0	1,9	2,2
dont privée	3,1	0,7	0,5	1,4	2,0	1,7
publique	0,2	0,0	0,8	-0,3	-0,2	0,5
3. Variation des stocks	-0,2	-0,8	0,4	0,1	0,2	0,1
4. INVESTISSEMENT (2+3)	3,1	-0,1	1,7	1,1	2,1	2,3
5. Exportations nettes	-1,4	1,5	0,3	-0,2	-1,6	-1,9
6. Exportations	1,2	1,4	-0,1	-0,3	0,5	1,0
Exportations des biens	1,7	1,8	-0,8	-0,8	0,3	0,7
Exportations des services	-0,5	-0,4	0,6	0,5	0,1	0,3
7. Importations	2,6	-0,1	-0,4	-0,2	2,1	2,8
Importations des biens	2,4	0,3	-0,5	-0,8	1,8	2,6
Importations des services	0,1	-0,4	0,0	0,6	0,3	0,3
PIB (1+4+5)	5,9	5,7	4,6	3,5	4,1	3,7

Tableau 10 : Le PIB et ses emplois – évolutions des prix (en %)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1. Dépense de Consommation Finale	2,5	2,9	1,4	0,5	1,7	2,5
dont privée	2,5	3,0	1,4	0,7	1,7	2,5
publique	2,2	2,1	1,3	-1,9	1,4	2,1
2. FBCF	0,4	0,2	-1,0	2,8	-2,2	-2,5
dont privée	0,4	0,2	-1,0	2,8	-2,2	-2,5
publique	0,4	0,2	-1,0	2,8	-2,2	-2,5
3. Variation des stocks	26,8	33,6	-167,9	-0,4	-106,9	0,7
4. INVESTISSEMENT (2+3)	0,7	-1,2	0,2	2,3	-2,5	-2,9
5. Exportations nettes	5,4	34,2	-1,9	-13,3	-10,5	-14,9
6. Exportations	0,2	-11,2	-8,0	3,1	7,4	6,0
Exportations des biens	-2,8	-14,2	-8,3	4,5	6,0	8,2
Exportations des services	9,0	0,3	-8,8	-1,7	10,7	0,9
7. Importations	-0,2	-2,7	-6,7	-0,3	2,5	0,0
Importations des biens	-0,8	-4,1	-10,4	0,4	2,8	-1,3
Importations des services	1,9	2,3	4,1	-4,5	2,4	4,9
PIB (1+4+5)	2,1	0,2	1,1	1,5	1,6	2,5

Tableau 11 : Echanges extérieurs principaux produits d'exportation et d'importation (en milliards de FCFA)

Produits	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Total des exportations	4308,4	4070,3	3721,8	3777,8	4151,0	4620,0
Produits de l'agriculture	352,7	527,1	469,4	303,8	294,5	333,1
Produits de l'élevage et de la chasse	109,1	114,0	119,6	125,6	139,0	133,0
Produits sylvicoles	123,1	132,9	115,8	149,4	160,1	121,5
Produits énergétiques	1396,2	1134,4	884,2	943,8	1177,7	1424,6
Produits de l'industrie agro-alimentaire	105,2	109,6	113,0	123,6	130,8	242,9
Produits de l'industrie textile et de l'habil	80,8	99,0	91,0	100,0	118,2	137,2
Produits du travail du bois et articles en bo	306,4	321,8	341,2	332,5	333,5	358,5
Produits du raffinage de la cokéfaction et d	375,0	317,6	308,1	307,6	283,2	286,1
Transports et entreposage	328,2	327,3	319,3	341,2	358,0	379,9
Services professionnels scientifiques et tec	241,3	191,1	202,8	175,0	192,3	220,7
Correction territoriale	269,9	301,5	338,8	365,5	401,7	442,9
Total des importations	5204,8	5048,5	4636,0	4595,4	5093,2	5634,4
Produits de l'agriculture	109,5	116,8	107,1	125,3	132,0	157,3
Produits de l'élevage et de la chasse	36,4	41,5	37,9	41,0	43,9	34,9
Produits énergétiques	708,3	456,8	314,2	128,5	173,2	220,1
Autres produits d'extraction	58,6	77,5	92,0	122,4	93,5	119,6
Produits de l'industrie agro-alimentaire	587,9	641,4	582,5	599,5	590,3	664,0
Produits de l'industrie textile et de l'habil	99,8	142,2	112,7	110,2	118,2	100,1
Papiers et cartons ; produits édités et impri	88,6	106,2	94,9	88,7	85,9	71,0
Produits du raffinage de la cokéfaction et d	370,9	309,0	219,6	343,6	604,2	792,1
Produits chimiques	392,4	449,0	406,7	414,1	448,3	425,8
Produits minéraux non métalliques et m	202,0	199,0	159,9	160,2	164,4	209,7
Produits métalliques de base et ouvrages en m	256,3	302,6	261,9	250,1	302,9	283,9
Machines appareils électriques et matériels	474,3	442,1	412,4	426,5	442,0	436,3
Equipements et appareils audiovisuels et de c	178,5	153,4	219,5	107,9	114,9	122,7
Matériel de transport	292,5	266,0	223,4	216,4	209,0	217,4
Transports et entreposage	504,0	524,9	543,4	485,9	520,1	623,5
Services professionnels scientifiques et tec	307,2	214,5	203,8	310,1	332,6	311,7
Correction territoriale	276,5	363,1	392,6	405,7	435,1	468,6
Solde commercial	-896,4	-978,2	-914,2	-817,6	-942,2	-1014,4

Tableau 12 : Ventilation du PIB réel par secteurs d'activités (base 100=2005) (en milliards de FCFA)

Libellé	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Secteur primaire	1852,4	1950,4	2048,7	2114,5	2221,8	2283,1
Agriculture	1283,3	1364,8	1447,2	1479,8	1550,1	1604,9
Elevage et chasse	201,8	216,3	225,7	236,3	246,6	260,1
Sylviculture et exploitation forestière	317,0	317,5	321,2	341,6	366,4	356,7
Pêche et pisciculture	50,3	51,9	54,4	56,9	58,6	61,5
Secteur secondaire	3583,3	3925,7	4065,6	4116,6	4244,1	4452,6
Industries extractives	849,4	1059,8	1024,0	859,1	837,2	907,2
dont extraction d'hydrocarbures	839,7	1048,4	1011,1	845,6	822,9	893,2
Industries Agro-alimentaires	851,2	867,6	917,3	986,5	1026,1	1052,0
Autres Industries manufacturières	1019,9	1061,2	1108,0	1169,8	1208,1	1273,2
Production et distribution d'électricité	89,9	97,9	101,1	107,1	108,4	108,7
Production et distribution d'eau et assainissement	91,2	100,4	99,0	105,4	108,1	110,0
BTP	681,7	739,0	816,2	888,7	956,2	1001,5
Secteur tertiaire	7286,8	7536,2	7906,4	8249,4	8613,6	8873,7
Commerce, réparation véhicules	2299,8	2379,3	2513,4	2627,6	2761,7	2878,5
Restaurants et hôtels	233,6	238,8	254,6	268,2	279,8	284,8
Transports, entrepôts, communications	792,0	826,2	844,2	880,0	915,5	947,2
Informations et télécommunications	314,6	330,5	350,4	370,4	362,0	375,9
Banques et organismes financiers	357,3	381,9	401,9	425,9	469,3	498,5
Administration publique, sécurité sociale	978,7	1023,9	1061,1	1112,3	1151,0	1170,6
Education	421,3	439,5	465,8	485,4	502,6	520,5
Santé et action sociale	295,0	286,4	288,8	298,8	314,5	322,9
Autres services	1594,4	1629,7	1726,2	1780,8	1857,1	1874,8
TOTAL DES VALEURS AJOUTEES	12722,6	13412,3	14020,7	14480,5	15079,5	15609,5
Impôts et taxes nets des Subventions	928,8	1010,6	1072,6	1148,5	1184,4	1259,5
PIB	13651,4	14422,9	15093,3	15629,0	16263,9	16869,0

Tableau 13 : Le PIB réel et ses emplois (base 100=2005) (en milliards de FCFA)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1. Dépense de Consommation Finale	11045,7	11620,7	12006,0	12402,2	12970,7	13499,3
dont privée	9173,6	9660,7	9983,7	10411,9	10901,7	11392,3
publique	1872,2	1960,1	2022,3	1990,3	2068,9	2107,0
2. FBCF	3675,1	3768,3	3948,5	4106,1	4401,3	4756,9
dont privée	2942,8	3040,5	3110,2	3318,0	3637,5	3906,3
publique	732,3	727,8	838,3	788,1	763,8	850,6
3. Variation des stocks	39,5	-64,4	-2,4	7,1	33,2	56,0
4. INVESTISSEMENT (2+3)	3714,6	3704,0	3946,1	4113,2	4434,5	4812,8
5. Exportations nettes	-1109,0	-901,9	-858,8	-886,4	-1141,2	-1443,1
6. Exportations	3032,6	3225,7	3205,3	3154,3	3228,0	3389,2
Exportations des biens	2299,9	2548,3	2435,9	2314,1	2367,8	2486,6
Exportations des services	732,8	677,5	769,4	840,3	860,3	902,7
7. Importations	4141,6	4127,6	4064,2	4040,7	4369,3	4832,4
Importations des biens	3184,5	3220,3	3154,8	3034,3	3315,5	3732,5
Importations des services	957,1	907,3	909,4	1006,4	1053,7	1099,9
PIB (1+4+5)	13651,4	14422,9	15093,3	15629,0	16263,9	16869,0

Equipe Technique

Supervision générale

1. TEDOU Joseph, *Directeur Général, Institut National de la Statistique (INS)*

2. SHE ETOUNDI Joseph Guy Benjamin, *Directeur Général Adjoint, INS*

Coordination technique

1. NGUINGNANG Bernard, *Chef du Département des Synthèses Economiques*

2. NGHOGUE VOUFO LéonelErith, *Chef de Division de la Comptabilité Nationale*

Equipe de rédaction

1. TALOM Alain, *Chargé d'Etudes*

2. DEFFO Achille Carlos, *Chargé d'Etudes*

3. NGOUANA Serges, *Chargé d'Etudes*

4. KAMSU KAGO Brice, *Chargé d'Etudes*

5. FOLEFACK née NGUIMDO Nadine, *Chargé d'Etudes*

6. SIKUBE TAKMGNO Célestin, *Chargé d'Etudes Assistant*

7. TEPONGNING MEGNIFO Hervé, *Chargé d'Etudes Assistant*

8. FOTSO KEGNE Elie, *Chargé d'Etudes Assistant*

9. FOKOUTETOUGNENI Alex, *Chargé d'Etudes Assistant*

Institut National de la Statistique

BP : 134 Yaoundé - Cameroun

Tél : (237) 222 22 04 45

Fax : (237) 222 23 24 37

Site Web: www.statistics-cameroun.org

*Une Publication du Département des Synthèses
Economiques*

© INS, Août 2020